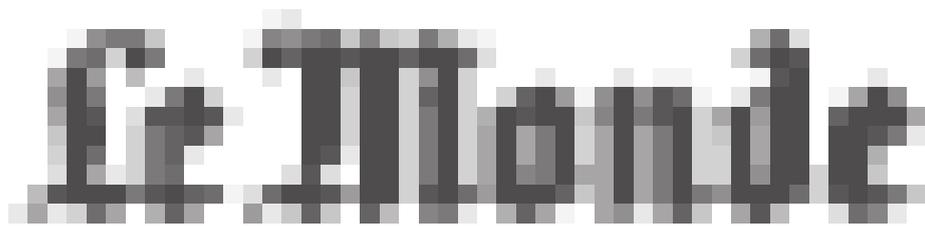


## Non, le protectionnisme n'est pas la solution



02.01.12 | 18h28

| 02.01.12 | 15h56 • Mis à jour le

Dix années de négociation du cycle de Doha à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont abouti, le 17 décembre, à un constat d'échec, que la France a été seule à reconnaître. Malgré les efforts de l'Europe, les Etats-Unis, déjà tournés vers la prochaine campagne présidentielle, ont une fois de plus fait la sourde oreille et les grands pays émergents ont refusé de prendre leurs responsabilités. Au final, les pays les plus pauvres sont les principales victimes de cette impasse.

Pour l'heure, la question est devenue très politique : faut-il tenter de sauver les règles du commerce international ou se résigner à une montée du protectionnisme ? L'idée est aussi ancienne qu'elle est funeste par ses résultats. Que les tenants de cette théorie expliquent ce qu'ils comptent faire des sept millions de Français salariés d'entreprises exportatrices. Qu'ils convainquent nos 91 000 entreprises qui se battent pour vendre à l'étranger que la solution est de fermer les frontières. Qu'ils nous racontent, enfin, comment ils comptent "démondialiser" sept milliards d'êtres humains... Ils ne feront qu'accentuer la "deuxième vague" de protectionnisme, venue de ces pays qui manipulent leur monnaie, ou de ceux qui, comme le Brésil, l'Argentine ou l'Inde, interdisent l'accès de leurs marchés à certains produits étrangers...

Malgré les critiques, l'OMC reste une institution précieuse et il n'appartient qu'à nous d'en faire bon usage. L'occasion nous en est donnée chaque jour au sein de l'Organe de règlement des différends (ORD), véritable tribunal du commerce international. Un grand pays émergent coupe l'accès à ses matières premières ? Un autre subventionne ses entreprises exportatrices de façon abusive ? Nous avons le moyen de dénoncer ces pratiques à l'OMC et de les faire cesser. Il est donc dans notre intérêt de renforcer cet organe créateur de droit. Parce que sa crédibilité en dépend, la France a demandé que ce tribunal soit composé de juges professionnels et permanents. Parce qu'il n'est pas tolérable que des produits inondent nos marchés, alors qu'ils ont été fabriqués au mépris des droits essentiels du travailleur, nous avons en outre souhaité que l'OMC renforce ses liens avec l'Organisation internationale du travail.

Le 17 décembre, nous avons remporté une bataille majeure qui, bien que passée inaperçue dans la presse, n'est pas anodine pour autant. Grâce à la fermeté de la France, la négociation avec le Japon a abouti à une ouverture de ses marchés publics à hauteur de 10 milliards d'euros par an : nos entreprises vont ainsi pouvoir participer à la reconstruction post-tsunami.

Cette réussite illustre le fait qu'une Europe unie peut imposer le principe de réciprocité à ses partenaires, convaincue que l'ouverture des marchés, lorsqu'elle est régulée, est source de nouveaux débouchés pour nos entreprises et l'emploi. Il existe donc d'autres voies que l'"indignation", d'autres solutions que l'emmurement. Ainsi, depuis 1999, l'Allemagne se tourne vers l'Orient : ses exportations vers la Chine ont progressé de 600 %, alors que la part de son commerce avec la zone euro est tombée de 48 % à 41 % entre 2008 et 2011. Est-ce un hasard si notre voisin connaît un taux de chômage modéré et prévoit un excédent commercial de 116 milliards d'euros cette année ?

L'Allemagne, l'Autriche ou les pays scandinaves ont mené il y a dix ans les réformes de structure pour arrimer leur croissance à celle des pays émergents. Ne les érigeons pas en modèles ; reconnaissons qu'ils ont vu juste. Le véritable défi est en effet celui de la compétitivité. Exporter plus, c'est d'abord produire en France et nous donner les moyens d'une vraie politique industrielle pour la première fois depuis de Gaulle et Pompidou.

C'est dans cette perspective que le président de la République a lancé les grands chantiers à même de remettre le navire France dans la bonne direction. Avec le Fonds stratégique d'investissement, Oséo, la banque publique des PME, ou encore Ubifrance, notre pays s'est donné les moyens de mener une véritable politique industrielle. Pour que la France reste une terre de production, nous avons soutenu la recherche et l'innovation avec les investissements d'avenir et le crédit impôt recherche et nous avons pris des mesures qui compensent l'impact des 35 heures sur le coût du travail. En parallèle, je mène une action dans chaque région française pour mieux aider nos PME à profiter de la demande des pays émergents car, beaucoup l'oublie, la Chine, l'Inde et le Brésil ne sont pas seulement des concurrents mais aussi des clients avec des besoins considérables en équipements et en biens de consommation...

Est-ce une coïncidence si le nombre de nos PME exportant pour la première fois a augmenté de 10 % ? Ceux qui critiquent la lenteur des progrès ont beau jeu de promettre l'emploi en un claquement de doigts protectionniste. Contrairement à ce qu'ils voudraient nous faire croire, il n'y a pas de miracles, mais du travail. Amplifier les réformes de compétitivité engagées depuis 2007 n'est pas une question d'idéologie, mais une nécessité historique : celle de ne pas sacrifier aux intérêts partisans l'avenir de notre pays.

---

Pierre Lellouche est l'auteur de "Mondialisez-vous ! : manifeste pour une France conquérante"(en librairie le 19 janvier, 14,50 €)

**Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur**

Article paru dans l'édition du 03.01.12

---

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV | Mentions légales | Qui sommes-nous ? | Charte groupe | Index | Aide et

**Journal** d'information en ligne, Le Monde.fr offre à ses visiteurs un panorama complet de l'**actualité**. Découvrez chaque jour toute l'**info** en direct (de la politique à l'économie en passant par le sport et la météo) sur Le Monde.fr, le site de news leader de la presse française en ligne.

---